



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

politique du Gouvernement en matière de pauvreté

Question au Gouvernement n° 1173

Texte de la question

POLITIQUE DU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE PAUVRETÉ (SUITE)

M. le président. La parole est à M. Jean-Hugues Ratenon, pour le groupe La France insoumise.

M. Jean-Hugues Ratenon. Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, c'est la main sur le cœur qu'Emmanuel Macron nous a promis d'éradiquer la pauvreté.

Le compte n'y est pas et la pauvreté n'est pas près de disparaître. Par ses annonces, le Président de la République devient l'artisan principal de l'apartheid social qui fait et fera des ravages dans notre société. La pauvreté déstabilise des millions de vies, ronge nos familles et tue dans l'indifférence.

Le président des riches confirme qu'il est aussi le président anti-pauvres, avec son revenu universel d'activité qui maintiendra les pauvres dans la précarité, son service public d'insertion qui arrive alors qu'il rabote le service public, et sa promesse d'insertion par l'activité économique qui intervient alors qu'il brise l'activité économique en disloquant le pouvoir d'achat. Rien pour la gratuité des cantines. Rien pour l'emploi des jeunes. Rien pour l'accès à la santé. Rien pour nos artisans, commerçants et agriculteurs. Rien pour le million de travailleurs pauvres. Rien pour nos retraités. (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

M. Jean Lassalle. Très bien !

M. Jean-Hugues Ratenon. Pas un mot, pas un regard pour les outre-mer, durement frappés.

Monsieur le Premier ministre, ma question est donc simple : allez-vous continuer à faire confiance au président Macron ou allez-vous démissionner...

M. Christian Jacob. Enfin !

M. Jean-Hugues Ratenon. ...pour traverser la rue et trouver un autre emploi ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre des solidarités et de la santé.

Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé. Monsieur le député, je suis heureuse que vous ayez retrouvé la voix. Cela me permet de vous répondre. En effet, vous n'avez aucun intérêt à ce que nous parvenions à résoudre le problème de la pauvreté dans notre pays, car vous en vivez, vous vous en nourrissez. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. - Vives protestations sur les bancs du groupe FI.*)

Mme Caroline Fiat. Un peu de respect !

Mme Agnès Buzyn, ministre . Vous n'avez pas lu ce plan, qui vise à donner à chacun la dignité, les chances de s'en sortir. Il lutte contre les inégalités à la racine, dès l'enfance. Il s'occupe des crèches et de l'éducation, prend en compte les besoins de santé fondamentaux des enfants et s'occupe des enfants décrocheurs. (Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. – Exclamations sur les bancs du groupe FI.)

M. le président. Mes chers collègues, veuillez écouter la réponse de la ministre, je vous prie.

Mme Agnès Buzyn, ministre. Il permet à chacun de trouver un emploi, une réinsertion dans la vie professionnelle, grâce à un service public de l'insertion. (*Mêmes mouvements.*) Il permettra l'accès aux droits fondamentaux et aux allocations grâce à un revenu universel d'activité, ce qui permettra d'éviter le non-recours.

Monsieur Ratenon, je vous demande de venir me voir au ministère,...

Mme Caroline Fiat. Quand vous voulez !

Mme Agnès Buzyn, ministreoù je vous expliquerai ce qu'il y a dans ce plan. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. – Exclamations sur les bancs du groupe FI.*) Vous ne pouvez pas transmettre de fausses informations à nos concitoyens. C'est un plan ambitieux et nouveau, qui donne à chacun la chance de s'en sortir. (Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM – Plusieurs députés du groupe LaREM se lèvent et applaudissent. – Protestations sur les bancs du groupe FI.)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Hugues Ratenon](#)

Circonscription : Réunion (5^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1173

Rubrique : Pauvreté

Ministère interrogé : Solidarités et santé

Ministère attributaire : Solidarités et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [19 septembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [19 septembre 2018](#)